



**Rapport de l'étude de base du Projet FIHAVOTSE**

**District Amboasary Atsimo**

**Région Anosy**

## Table des matières

<b>Cadre général</b> .....	<b>3</b>
<b>Contexte de la mission</b> .....	<b>4</b>
<b>Méthodologie</b> .....	<b>5</b>
<b>Principaux résultats de l'étude</b> .....	<b>6</b>
<b>Principaux défis</b> .....	<b>10</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>12</b>
<b>ANNEXE</b> .....	<b>14</b>

## **1. Cadre général :**

Madagascar compte approximativement 22 millions d'habitants. Depuis, il fait face à une vulnérabilité par rapport à l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Des différents facteurs favorisent cette vulnérabilité en l'occurrence les sécheresses, les mauvaises pratiques agricoles, les niveaux élevés de la dégradation de l'environnement, la mauvaise qualité de sol, le manque de semences améliorées ainsi qu'autres intrants agricoles.

Les zones cibles de cette enquête a un taux de pauvreté avec une augmentation de 8.7%. Le même rapport d'évaluation de la pauvreté par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) indique des niveaux très élevés de la pauvreté rurale dans le sud de Madagascar. L'insécurité alimentaire chronique, la malnutrition et la pauvreté sont plus répandues dans le sud profond. Anosy, région en particulier, a 87,6% de sa population vivant dans la pauvreté, et est parmi les régions les plus hauts taux de malnutrition chronique à 58%. Selon une publication de l'UNICEF en 2013, à l'échelle mondiale, Madagascar se classe 4ème dans les 20 pays où la prévalence du retard de croissance est le plus élevé.

Suivant ce contexte, la CRM a sélectionné le district d'Amboasary de la région Anosy pour mettre en œuvre un projet de sécurité alimentaire d'une durée de 24 mois avec le financement de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale et de Développement. Ce projet vise à augmenter la sécurité alimentaire et la nutrition pour les ménages pauvres dans les deux communes du district d'Amboasary, Région Anosy. Notons que la région Anosy s'approvisionne, depuis les autres régions, une quantité de 12.000 tonnes de riz par an pour combler le déficit causé par une faible productivité agricole et la sécheresse.

Le projet de sécurité alimentaire vise 3 000 ménages (environ 15.000 personnes) en tant que bénéficiaires directs dont 10 communautés (Fokontany) dans les communes de Marotsiraka et de Tranomaro. Il est prévu que 10.000 personnes supplémentaires dans les communautés ciblées seront les bénéficiaires indirects de ce projet.

L'objectif global de ce projet est d'augmenter la sécurité alimentaire et nutritionnelle chronique des ménages pauvres dans le District Amboasary.

Concernant les zones d'interventions, deux communes ont été sélectionnées au début à savoir Behara et Tanandava. Lors de la mise en place du staff, nous avons constaté que la commune de Bahara est déjà choisie par des organismes internationaux tels que CARE, projet AROPA (Union Européenne), projet ASARA (USAID) , ORN qui sont financé par USAID, Union Européenne et le Fonds d'interventions pour le Développement Agricoles (FIDA). Les activités de ces intervenants sont identiques à celles que la CRM voudrait mettre en œuvre. Pour les populations de la commune de Tanandava, ils pratiquent comme activités principales l'exploitation de minerais de mica donc les activités agricoles sont en second lieu. Face à ces situations, le projet a fait une autre prospection

afin d'identifier des communes qu'on peut enregistrer des résultats palpables et surtout les plus nécessaires en matière de sécurité alimentaire.

Lors de la prospection, les critères suivants ont été considérés afin de sélectionner les communes à intervenir :

- Distance et accessibilité des communes par rapport au chef-lieu de district d'Amboasary,
- Distance et accessibilités des fokontany (communautés) par rapport au chef-lieu de commune,
- Activités principales de population dans la commune (activités agricoles, élevage, etc...),
- Degré d'insécurité alimentaire dans les communes
- Sécurités dans les communes : dans le sud, les attaques des bandits sont très fréquentes.

Après l'analyse des données secondaires et des observations sur place, la CRM a décidé de sélectionner les communes de Marotsiraka et de Tranomaro. Ces deux communes sont plutôt propices et motivées aux activités agricoles. Côté sécurité, les populations de ces deux communes ressentent une nette amélioration depuis le début de l'année 2015.

## **2. Contexte de la mission**

La mission d'évaluation initiale du projet a été menée afin de savoir la situation des zones d'intervention quant à la sécurité alimentaire. La zone d'intervention fait partie des zones cibles des actions humanitaires. Cette zone connaît une sécheresse chronique. Cette sécheresse est accentuée par l'appauvrissement des sols. Pour cette enquête, elle est une occasion pour redynamiser les branches de la CRM. Pour mener cette enquête, des volontaires sont mobilisés. Ce choix est justifié par la maîtrise du dialecte local ainsi que les connaissances approfondies de la région. L'étude de base se justifie par l'obligation de rendre compte des progrès réalisés. Il est nécessaire pour cela de connaître la situation de départ. Plus précisément, le but de l'étude de base est de déterminer les connaissances, attitudes et pratiques actuelles des ménages, leurs ressources et leurs capacités, en rapport avec la sécurité alimentaire, ainsi que d'évaluer l'état nutritionnel actuel des enfants de moins de cinq ans.

Fondamentalement l'étude de base est le point de référence à partir duquel les résultats escomptés du Projet seront mesurés, à la revue à mi-parcours et au moment de l'évaluation finale. Les résultats de l'étude doivent également être utilisés pour déterminer les indicateurs de sécurité alimentaire qui devraient déclencher une réponse urgente et pour calculer des valeurs pour le suivi et l'évaluation des impacts environnementaux. .

Les objectifs principaux assignés à cette étude sont :

Décrire la situation actuelle dans les communautés ciblées en rapport avec les interventions du programme (état et pratiques de santé et de nutrition, production agricole et pratiques de production, accès aux marchés, activités génératrices de revenus et dépenses, épargne et accès au crédit, vulnérabilité aux désastres et réponses, capacité de gouvernance locale, sécurité alimentaire et stratégie de survie, etc.)

Collecter des données quantitatives pour mesurer les changements par rapport aux indicateurs clés durant la vie du projet

Collecter des données qualitatives pour aider le personnel du projet à définir des approches efficaces en vue d'améliorer le dessin et la mise en œuvre du programme

Promouvoir le travail de groupe au sein de l'équipe et partager l'information sur le projet avec les communautés ciblées et commencer le processus de planification participative, de suivi et d'évaluation.

Comme résultats attendus, les résultats spécifiques suivants sont attendus :

La valeur de base pour chaque indicateur (y compris les indicateurs de suivi environnemental);

Un tableau de suivi des indicateurs de performance révisé avec des cibles appropriés ;

Une meilleure compréhension de la situation de sécurité alimentaire et des pratiques pertinentes dans les zones ciblées par le projet et les réponses appropriées pour réduire l'insécurité alimentaire ; et une liste d'indicateurs déclencheurs et de valeurs limites pour le projet

### **3. Méthodologie**

L'étude de base s'est fondée sur une enquête dans laquelle une situation de départ est établie en vue d'être comparée à une situation d'arrivée, à mi-parcours et en fin de projet, dans le but d'en déduire les changements induits par le projet. La même enquête sera donc répétée à mi-parcours et en fin de projet pour documenter l'évolution des niveaux des indicateurs clés.

Pour obtenir une image assez complète et claire de la situation initiale de sécurité alimentaire dans les zones ciblées par le projet, les méthodes quantitative et qualitative de collecte des données ont été mises en œuvre simultanément.

#### *a) L'enquête quantitative*

Son but principal, comme l'indique son nom, est de collecter des données quantitatives qui se rapportent principalement aux indicateurs quantitatifs retenus par le programme au titre des impacts, des effets ou des résultats intermédiaires. L'enquête quantitative a été menée auprès d'un échantillon représentatif de ménages après le choix des zones d'intervention. Un questionnaire a été utilisé en vue de collecter les informations fournies par les cibles de l'enquête.

#### *b) L'enquête qualitative*

L'enquête qualitative s'est déroulée au niveau des personnes ressources. Dans ce groupe, il y a les personnes responsables au niveau des services techniques, des notables dans les villages, les membres des collectivités décentralisées et les groupes des ménages suivant leurs niveaux de richesse. Des focus group sont réalisés auprès des cibles et ces focus group ont été facilités par le staff du projet et le responsable de Suivi – Evaluation auprès de la CRM.

### *c) Echantillonnage*

La base de sondage est constituée, pour chaque cible. L'échantillonnage est établi à partir de la situation réelle sur le terrain ainsi que la structure démographique de la population cible de l'enquête. En vue de réaliser la collecte des données, pour chaque fokontany, des focus group ont été réalisés. Au niveau d'un fokontany faisant objet de l'enquête, les groupes de ménages sont constitués des ménages riches économiquement, ménages moyens, ménages pauvres et des ménages dirigés par des femmes.

Parallèlement, des interviews auprès des personnes ressources ont été faites. Ces personnes disposent des connaissances solides et acceptées par la communauté. La liste des personnes interviewées sont en annexe de ce rapport.

Cependant, concernant le nombre des personnes enquêtées :

- 32 groupes de ménages ont été interviewés,
- 16 personnes clés des services techniques ou employés des ONG
- 8 notables dont ils sont acceptés par leurs communautés respectives.
- 2 agents des collectivités décentralisées.

### *d) Présentation partielle et validation des données*

A la fin de la mise en œuvre de la baseline, des séances de validation des données collectées ont été faites. Ces séances se sont déroulées au niveau des communautés en séances plénières. Les remarques constructives lors de cette restitution partielle montrant les tendances générales quant à la situation alimentaire des ménages sont considérées lors de l'élaboration du rapport final.

## **4. Principaux résultats de l'étude**

Les communes de Marotsiraka et de Tranomaro sont sélectionnées pour mener une étude de base concernant la sécurité alimentaire dans les zones d'interventions du Projet Fihavotse. Les résultats collectés lors de cette enquête nous montrent les données suivantes :

- La composition des ménages : les ménages dans les zones d'intervention sont de grande taille, allant de 5 à 10 personnes. Parmi ces ménages, 30% d'entre eux sont dirigés par des femmes. Dans un foyer, il y a différents liens entre les membres de la famille. On a rencontré que dans un même foyer, il y a le grand – père, ses enfants qui sont déjà mariés avec leurs épouses respectives ainsi que les petits enfants. Dans les zones du projet, chaque ménage abrite un surnombre d'individus par rapport au niveau de richesse.
- Catégorisation des ménages suivant leurs richesses : le niveau de richesse des ménages sont très disparate. Mesurer le niveau de richesse, dans le sud, nécessite une technique plus sophistiquée. Pourtant, à partir des focus group, nous avons pu disposer un standard développé par les communautés même, afin de catégoriser les critères pour définir le niveau de richesse des ménages. Lors de l'enquête, sont classifiés comme ménages riches, ceux qui disposent de terre, de cheptel bovin, de matériels agricoles ainsi que ceux qui peuvent manger à leur faim.

Donc, dans les zones du projet, 70% sont des ménages à faible revenu. Ce groupe de ménage est composé par ceux qui ne disposent pas de terre à cultiver, peu de cheptel bovin ainsi que ceux qui ne peuvent pas manger à leur faim.

20% sont des ménages à revenu moyen qui disposent de petites surfaces de terrain pour pratiquer l'agriculture. Cependant, les produits de l'agriculture de ces ménages ne leur suffisent pas pour toute l'année. Ces terrains ne sont pas forcément propices à l'agriculture vu les défis dans le sud avec les problèmes de l'irrigation et l'insuffisance des précipitations. Pour le cheptel bovin, les ménages faisant partie de ce groupe disposent en moyenne 5 têtes de bovins.

10% sont des ménages considérés par les communautés comme des classes aisées. Les ménages dans ce groupe disposent de cheptel bovin que par la modestie des interviewés, ils ne veulent pas définir le nombre, même approximatif. Ces ménages ne connaissent guère la période de soudure et ils disposent de matériels agricoles et des terrains propices aux activités d'agriculture.

- Accessibilité aux aliments de base par rapport au niveau de richesse des ménages.

Tout d'abord, il est important de mentionner que le sud est parmi les régions où les vulnérabilités sont permanentes. L'accessibilité aux aliments de base reste un défi pour les ménages du sud. Certaines communes du district d'Amboasary disposent de vastes terrains pour la riziculture, les cultures sur tanety ou bien des cultures de rente telle que le sisal. Pourtant, plusieurs ménages n'ont d'accès aux aliments de base et ne mangent pas à leur faim. Pour subvenir aux aliments de base et aux besoins des familles, des ménages à faible revenu, estimés à 70%, font de travail journalier. Dans le district d'Amboasary, le salaire pour une journée de travail agricole est autour de 3000 Ariary. Tandis que pour les ménages à faible revenu, ils pratiquent le métayage ou bien de l'agriculture sur leurs lopins de terre. Ces lopins de terre sont situés près des sols métamorphiques ou bien sablonneux qui ne donnent pas de bon rendement. Pour cette catégorie, un ménage dispose en moyenne 0,5 ha. Quant aux ménages riches, ils disposent des terrains et les moyens pour les mettre en valeur.

- Disponibilité alimentaire : pour les zones d'étude, la période de soudure est longue. Il est autour de 6 mois si on considère la production des ménages. L'affluence des produits agricoles venant des autres districts ou communes abondent les marchés des communes de Tranomaro et de Marotsiraka. Ces produits venant des autres circonscriptions administratives pourraient répondre aux besoins des ménages mais à des prix exorbitants. Quant au prix du riz, il a connu une augmentation à l'ordre de 28.75% entre Juin 2014 au Juin 2015. Tandis que pour les volailles, le prix a connu une hausse presque 80% ainsi que pour le prix de bovin, une augmentation de prix à l'ordre de 150%.

Pour la santé de l'enfant, 55% des ménages ayant des enfants en bas âge seulement font le suivi de croissance auprès des centres de santé.

- Les zones du projet sont victimes de l'insécurité. Cette insécurité est accentuée par une sécheresse due au climat de la région et aux faibles précipitations. Ces différents aléas ne donnent qu'une faible opportunité aux activités agricoles dont le système d'irrigation est déjà défaillant.

- Dans le sud, les ménages ont adopté des stratégies de survie presque communes pour toute la région, peu importe leurs activités principales. La vente des biens fait partie des stratégies de survie lors de la période de soudure. Les ménages sont déjà contraints au métayage et ils sont obligés de survivre avec peu de productions agricoles. Lors de cette enquête, on a noté que la vente de biens concerne les ustensiles de cuisine telle que les marmites, les assiettes, .... La reconstitution des biens ne sera pas possible que lors de la prochaine récolte qui est conditionnée par différents paramètres. Entre autres, ces paramètres sont les conditions climatiques, la sécurité dans la région, les fléaux aux activités agricoles, ....

- Les communes de Marotsiraka et de Tranomaro ont connu des interventions des Organismes de développement. La pérennisation des actions pose toujours des défis et on a enregistré une stagnation en matière de développement communautaire. Des associations des bénéficiaires existaient avec les membres de bureau mais leurs activités sont en veilleuses. Cependant, les rôles des notables ou des leaders locaux lors des prises de décision pour le bien des communautés sont encore sentis et prépondérants.

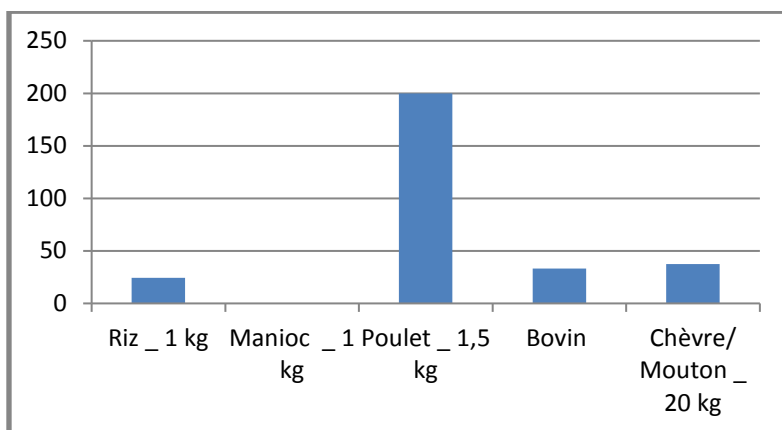
Il y a des associations des parents d'élève au sein de ces communes. Leurs activités sont liées à l'amélioration de l'accès des enfants à l'éducation de base. En conséquence, les cotisations sont versées afin de payer les salaires mensuels des instituteurs auprès des écoles primaires. Ils sont appelés communément « Maître FRAM » (Maître que l'association des parents d'élèves prend en charge).

- Le volet foncier reste un problème majeur de tout le territoire national. La majorité des terrains dans ces deux communes sont domaniaux. Cela veut dire, ces terrains appartiennent toujours à l'état. Presqu'aucun paysan ne dispose pas de titre foncier. Cette absence de titre foncier a un impact sur les activités agricoles parce qu'ils ne se sentent pas en sécurité. Quant à l'accès ou achat de terrain, des ventes ont eu lieu au niveau des communautés et souvent il n'y a pas de contrat de vente par écrit. Cette transaction n'a pas de valeurs juridiques mais les membres des communautés se reconnaissent entre eux quant aux propriétaires de terrains.

La deuxième chance pour disposer de terrain, c'est par voie d'héritage. Les parents partagent les lopins de terre à ses enfants et les hommes ont la plus grande part. Pourtant, ces terrains ne sont pas de grande surface et ils sont situés dans des zones que les sols sont pauvres.

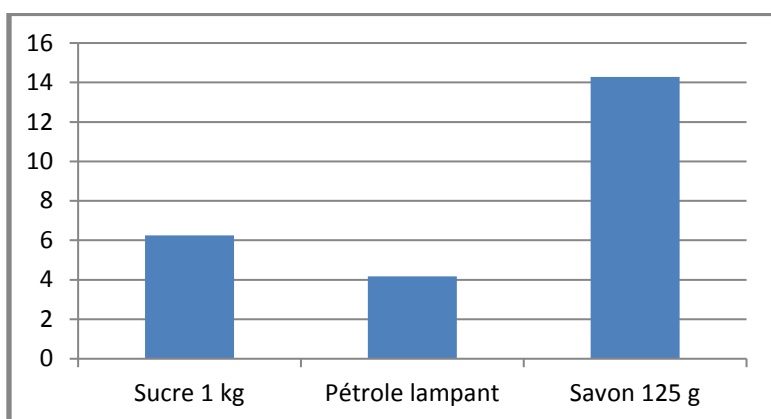
- Pour ces deux communes, il existe des marchés hebdomadaires au sein de la commune de Marotsiraka qu'à celle de Tranomaro. Les vendeurs pour ces marchés viennent des autres communes. Ce sont des marchands ambulants et les produits sur le marché sont des produits de premières nécessités et des habits de seconde main. L'abondance de ces produits sur le marché montre que les produits agricoles au niveau des communes de Marotsiraka et de Tranomaro ne sont pas suffisants pour la population locale pendant une période plus ou moins prolongée.

Au niveau des marchés, pour les 2 communes d'étude, on note une variation flagrante du prix des produits de premières nécessités. Le graphe ci-dessous montre ces variations par produits dont suivant l'abscisse les produits sur le marché. et suivant l'ordonnée la variation en pourcentage.



**Figure 1 : Variation de prix en % au niveau des marchés (Juin 2014 – Juin 2015)**

Tandis que pour les produits de premières nécessités, ces variations, en pourcentage quant à l'augmentation du prix, sont:



**Figure 2 : Variation de prix en % des Produits de Premières Nécessités (Juin 2014 – Juin 2015)**

- Les régions du sud présentent les différentes facettes des vulnérabilités. En effet, différents organismes interviennent dans des domaines pouvant renforcer la résilience des communautés. Actuellement, des projets œuvrant dans la sécurité alimentaire qui sont financés par USAID, Union Européenne et FIDA sont sur le pied d'œuvre.

Par contre, dans nos zones d'études, la pratique des Activités Génératrices de Revenu n'est pas sentie. Cette absence est due à la méconnaissance ainsi qu'à l'état de vulnérabilité accentuée dans la région.

Concernant l'épargne et crédit, pour la commune de Tranomaro, l'association d'épargne et crédit FIVOY (agence de microfinance) a un bureau desservant la commune. Malgré la présence de ce bureau, ses activités ne sont pas du tout florissantes.

- Le système d'adduction d'eau est inexistant pour les deux communes. Quelques puits ont été existés mais faute d'entretien, ces puits ne fonctionnent plus. 62,5 % des puits sont non fonctionnels tandis que 37,5 % sont fonctionnels. Les causes principales du non fonctionnement des puits sont le manque d'organisation pour la gestion – entretien et protection des infrastructures réhabilitées. L'absence de cette structure es accentuée par la non disponibilité de techniciens si la

communauté recherche quelqu'un pour des travaux de réparation dépassant leurs compétences. Les habitants de ces deux communes puisent l'eau du canal d'irrigation ou de drainage des rizières ou bien le long des rivières. Rappelons que pour les ménages, pour subvenir les besoins familiaux, ils utilisent les mêmes sources d'eau. C'est-à-dire les mêmes sources pour l'eau nécessaire à la préparation de la nourriture ou pour se doucher et autres. En moyenne pour les 2 communes, chaque ménage fait 40 mn à 1 heure de marche pour chercher de l'eau.

Quant au stockage d'eau au niveau des ménages, 35% d'eux utilisent les bidons de 20 litres (bidon de récupération) sinon des seaux plastiques sans couvercle. Malgré tout, les règles de base de l'hygiène ne sont pas respectées à l'exemple de l'utilisation de savon ou bien de la cendre pour se laver. En moyenne 5% de la population respecte les techniques de lavage des mains.

Concernant les latrines, d'après les observations directes, on a constaté qu'elles sont presque inexistantes. En termes de pourcentage, les ménages disposant des latrines ne dépassent pas le 4%. De même pour le lavage des mains, comme c'est déjà une zone aride, l'usage multiple de l'eau est très pratiqué.

- En parlant de la nutrition et de l'allaitement, les femmes enceintes mangent surtout des légumes telles que choux, bledes, .... Mais aussi des fruits de cactus, de mangue et de canne à sucre. La culture de canne à sucre tient une place importante. Elle est à la fois utilisée comme matière première pour la fabrication du rhum artisanal et aussi pour la nourriture. En fait, les ménages dans nos zones d'intervention mangent régulièrement des légumes et des fruits mais les variétés ne changent pas pendant toute l'année. Donc l'apport nutritif est assez limité.

Vu les moyens de subsistances des ménages, les enfants en bas âges sont asevrés trop tôt. La supplémentation des aliments est introduite dès le 3 – 4è mois. L'allaitement est arrêté aussi très tôt. Lors des focus group, auprès des femmes allaitantes ou enceintes, d'habitude, l'allaitement ne dure plus de 14 mois, même moins.

Pour l'éducation nutritionnelle, il y manque des agents de santé actifs pouvant contribuer à la sensibilisation aux aliments équilibrés et l'allaitement maternel exclusif pour les 6 premiers mois de vie. Seul le chef CSB I ou II et les Agents communautaires en Santé font des sensibilisations mais très ponctuelles quant à l'éducation nutritionnelle, avec les appuis des projets. L'accès des ménages aux services de santé de base est limité à cause de la distance entre le centre de santé et les fokontany environnants, cependant les gens consultent parfois les tradipraticiens.

## **5. Principaux défis**

D'après les résultats de cette enquête de base, les défis suivants sont à relever lors de la mise en œuvre du projet :

- Aspect genre : compte tenu de faibles implications des femmes dans certaines activités communautaires, l'application effective de l'aspect genre sera renforcée dans tous les processus de mise en œuvre des activités du projet
- Techniques et production agricole: compte tenu des rendements très faibles de

Cultures et le changement climatique dans la zone (zone semi-aride), la promotion des techniques agricoles adaptées au changement climatique et le processus d'adoption des techniques agricoles améliorées par les ménages agricoles sera à renforcer.

- Association ou groupement des paysans: la proportion des ménages dans des organisations paysannes est seulement de 10%, des meilleures stratégies seront donc adoptées pour mieux mobiliser les ménages à se regrouper d'une manière efficace ainsi que de se fixer des objectifs réalistes.

- Réduction des Risques aux Catastrophes : plusieurs paysans ont exprimé le besoin de développer des activités de protection de l'environnement. Leurs routes et leurs champs ont été détruits par l'érosion (vent, eau de ruissellement, ensablement). Les activités de réduction des risques de désastre devraient soutenir ces besoins.

- Eau Hygiène Assainissement :Accès à l'eau potable: la plupart des ménages utilisent le « cours d'eau » comme source de boisson, l'éducation des mères/ chef de ménage à traiter leur eau de boisson sera à renforcer.

Comportement d'hygiène: face au grand défi au comportement d'hygiène, l'équipe du Projet doit identifier et adopter des approches efficaces dans le processus du changement de comportement d'hygiène selon le contexte local.

Les pratiques d'hygiène personnelle sont épouvantables. L'habitude de laver les mains, l'accès à l'eau potable, l'utilisation des latrines et les pratiques d'hygiène alimentaire ont des impacts directs sur la santé des enfants, qui a un impact direct sur la malnutrition. Il sera nécessaire de développer une stratégie efficace de communication pour changer les connaissances, les attitudes et les pratiques en matière d'hygiène.

- Epargne & crédit

Plusieurs paysans enquêtés ont exprimé des attitudes négatives à l'égard du crédit et des groupements de paysans, qui pourraient limiter l'impact de ces activités. Il sera vraiment très important de conduire des discussions de groupe au niveau des communautés ciblées pour comprendre exactement comment les populations perçoivent les opportunités et les contraintes liées à la création et au fonctionnement des groupes villageois d'épargne et de crédit (VSL) et des groupements de paysans. Des visites dans les sites et auprès des groupes existants devraient démarrer immédiatement pour ces diverses discussions.

L'intégration des activités de renforcement des capacités nutritionnelles dans les visites à domicile dans le cadre de la prise en charge intégrée des maladies des enfants (PCIME), dans les activités de promotion agricole, dans les réunions des groupes villageois d'épargne et de crédit (VSL) et dans les activités de réduction des risques de désastre, sera vitale pour assurer l'atteinte des ambitieux résultats attendus en matière de la malnutrition chronique.

- Développement de la base volontaire

Le district d'Amboasary fait partie des branches nécessitant une redynamisation intense.

L'existence de ce projet est un levier pour mettre en place une base volontaire. En plus, le projet a déjà priorisé un axe stratégique pour le développement des branches. Parmi les recommandations pour la branche, entre autres, ce sont :

Appuyer les branches au développement des activités pouvant contribuer à la mobilisation des ressources.

Développer les services volontaires pour les branches

Réfléchir de mettre en œuvre des activités que la branche peut soutenir au développement global de la Société National

Mettre en cohérence les activités menées, au niveau des branches, afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de la CRM.

- Santé nutrition

Suivi de croissance des enfants: pour bien suivre l'évolution de l'état nutritionnel des enfants malnutris, le programme va renforcer la sensibilisation et la mobilisation des mères à participer d'une manière continue aux séances de suivi de croissance de leurs enfants de moins de 5 ans. Cette mobilisation aura la contribution effective des volontaires.

Éducation nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes: compte tenu du niveau de connaissance très faible des femmes sur les aliments riches en Vit A et en Fer, l'équipe du Programme doit améliorer le processus de l'éducation nutritionnelle des mères en tenant compte leur niveau d'instruction. Lors de l'enquête, 39% des femmes enquêtées connaissent les aliments pouvant apporter la vitamine A et 12% pour ceux pouvant contribuer le Fer.

Les niveaux de malnutrition chronique sont très élevés et varient considérablement d'une zone à l'autre. Cela indique que les causes sous jacentes diffèrent selon les zones. Ce qui nécessitera des réponses stratégiques différentes. Pour les partenaires travaillant dans des zones socioculturelles différentes le défi sera encore plus important.

## **6. Conclusion**

Les informations générées par l'enquête de base indiquent qu'il existe beaucoup de défis. La communication est la clé du changement de comportement. La CRM devrait déployer des ressources pour améliorer le système de communication et s'allier à des partenaires qui ont des avantages comparatifs dans ce domaine. Mais également beaucoup d'opportunités que l'équipe du projet FIHAVOTSE devrait exploiter pendant la mise en œuvre du Projet. Certains de ces défis et contraintes sont déjà présentés dans la partie « Principaux défis ».

En général, l'enquête de base a confirmé que plusieurs (mais pas toutes) hypothèses du cadre des résultats du Projet FIHAVOTSE restent à considérer. Les niveaux de malnutrition sont élevés et étroitement liés aux pratiques d'hygiène, aux pratiques nutritionnelles, aux pratiques de production agricole. Les données de l'enquête de base indiquent que plus de 75 % des ménages souffrent d'insécurité alimentaire pendant une période de l'année et démontrent que les zones d'intervention ont été pertinemment sélectionnées.

L'équipe de projet FIHAVOTSE prendra en compte toutes les informations fournies par l'enquête de base pour améliorer ses stratégies, orienter les activités, mesurer et évaluer les impacts du projet dans le temps.

## **ANNEXE**

- Données monographiques des communes de Tranomaro et Marotsiraka
- Liste des enquêteurs et staff mobilisés
- Questionnaires utilisés lors de la collecte des données.

## LOCALISATION ET ACCESSIBILITES DES COMMUNES :

### Commune rurale de *Marotsiraka*



La commune rurale de Marotsiraka se trouve au nord ouest du district d’Amboasary Atsimo. Elle est distante de 125km au chef lieu de district, axe Amboasary Atsimo – Ifotaka – Ebelo – Marotsiraka et Tsivory ; et à 32km au sud de la commune rurale de Tsivory. Pour l’accès, on peut atteindre la commune par deux (02) choix, soit au nord à partir de l’axe reliant Amboasary Atsimo - Tsivory en passant par la commune de Tranomaro, soit au sud par la route reliant Amboasary Atsimo - Tsivory en passant par les communes d’Ifotaka, Ebelo et Marotsiraka. Les deux axes sont praticables pendant toute l’année.

Coordonnées géographiques : 24°16’18.58’’S de latitude Sud et 45°58’21.11’’de longitude Est

### Commune rurale de *Tranomaro*



La commune rurale de Tranomaro se trouve au nord du district d'Amboasary Atsimo. Elle est distante de 64km au chef lieu de district, situé sur l'axe de la route reliant Amboasary Atsimo - Tsivory.

Coordonnées géographiques : 24°35'57.67 de latitude Sud et 46°28'32.67 de longitude Est

### Effectif de la population des 2 communes

Le tableau suivant présente la répartition de la population dans les deux communes d'intervention du projet :

**Tableau 2** : Populations par fokontany

COMMUNE	N°	FOKOTANY	DISTANCE (km)	Nombre de Populations	ACCESSIBILITE
MAROTSIRAKA	1	Antanambao	3	742	Voiture
	2	Antranotany	4	895	Voiture
	3	Ankileroa	2	605	Voiture
	4	Ambinanivelo	4	801	Moto
	5	Anjandoaky	7	650	Voiture
	6	Antsonjo	26	652	Voiture
	7	Antsariky	11	763	Voiture
	8	Andindo	17	625	Voiture
	9	Bekola	2	790	Voiture
	10	Bezavoa	15	847	Voiture
	11	<b>Befihamy (3)</b>	7	865	Voiture
	12	Besakoa	8	436	Voiture
	13	Besandrahny	13	623	Voiture
	14	<b>Mahazoarivo (2)</b>	13	1125	Voiture
	15	Marotsiraka berano	2	950	Voiture
	16	Tombonahy	5	781	Moto
	17	<b>Sakafia (1)</b>	9	1352	Voiture
	18	Soaserena 2	6	562	Voiture
	19	Voravy	7	623	Voiture
<b>TOTAL</b>				<b>14 687</b>	

**Source** : Présidents fokontany de la commune

Les ethnies majoritaires dans la commune rurale de Marotsiraka sont :

1. Antandroy (50-75%) ;
2. Bara (10-25%) ;
3. Antanosy (10-25%)

COMMUNE	N°	FOKOTANY	DISTANCE (km)	Nombre de Populations	ACCESSIBILITE
TRANOMARO	1	Tranomaro 1(4)	0	764	Voiture
	2	Tranomaro 2	0	658	Voiture
	3	Beza	6	705	Voiture
	4	Antranovondro	07	458	Voiture
	5	Amboropotsy (5)	07	872	Voiture
	6	Tsilamaha 1(3)	10	928	Voiture
	7	Tsilamaha 2	10	382	Voiture
	8	Tanambao Morafeno	15	112	Voiture
	9	Antsira	14	762	Voiture
	10	Betroa Ambatomasty	07	378	Voiture
	11	Beteny	18	541	Voiture
	12	Bekijeja	25	507	Moto
	13	Ankazoabo	24	697	Voiture
	14	Ankarahara 1	21	167	Voiture
	15	Ankarahara 2	20	173	Voiture
	16	Analalava	14	537	Voiture
	17	Ambandanira	49	355	Voiture
	18	Andoharano	25	280	Voiture

19	Bemenateza	20	653	Voiture
20	Andolobe	25	102	Voiture
21	Anjamiary	20	420	Voiture
22	Ambohimandroso (1)	62	1392	Pied
23	Beroanga (2)	59	859	Moto
24	Ranolava	22	711	Moto
25	Anivorano	22	564	Voiture
26	Behateza	29	554	Voiture
27	Ampilira			
28	Ankeniheny	18	727	Voiture
29	Andrompilany	05	352	Voiture
<b>TOTAL</b>			<b>15 610</b>	

**Source :** *les Présidents des fokontant dans la commune*

*Les ethnies majoritaires dans cette commune rurale de Tranomaro sont :*

1. *Antandroy (75 – 90 %) ;*
2. *Antanosy (10 -25 %) ;*
3. *Merina (5-10%) ;*

Le district d'Amboasary Atsimo est composé de 16 communes qui comptent 299.806 habitants. Les populations dans les communes rurales de Marotsiraka et Tranomaron représentent respectivement 4,89 % et 5,21% dans habitants dans le district.

### **Densité de la population**

<b>Communes</b>	<b>Habitants</b>	<b>Superficie en km<sup>2</sup></b>	<b>Densité de la population (habitants/km<sup>2</sup>)</b>
Tranomaro	15 610	1600	9,76
Marotsiraka	14 687	650	22,59

**Source :** *Les présidents des fokontany et document CSA*

### **Caractéristiques des ménages**

La taille du ménage est de 5- 10 personnes. 70% du chef de ménage sont des hommes dont la majorité n'a pas fréquenté l'école. Les activités agropastorales sont les principales occupations du chef de ménages, soit 95% en moyenne.

**Liste du personnel mobilisé lors de la collecte des données :**

<b>Noms et Prénoms</b>	<b>Fonctions</b>	<b>Adresse</b>
RAHARISON Heritiana	PMER de la CRM	Antananarivo
RANDRIANARIJAONA Lucien	Coordonnateur régional CRM	Fort Dauphin
RANDRIATSITOHAINA Jean Marcelin	Chef de projet Fihavotse	Amboasary Atsimo
RABEARISAONA Alain Daniel	Technicien WATSAN Fihavotse	Amboasary Atsimo
RANDRIANIRINA Solofondraibe Edmond	Technicien Agricole Fihavotse	Amboasary Atsimo
Volontaires CRM	CRM	

## Questionnaire pour l'enquête de base

### Key Informant (KI) Interviews for community leaders: Madagascar Baseline Assessment

<b>Region: Anosy</b>	
<b>District: Amboasary</b>	
<b>Commune:</b>	
<b>Fokontany/Village:</b>	<b>Interview Date:</b>
<b>Name of Interviewer:</b>	
Introduce yourself and explain objective of the baseline assessment. Explain that the information requested should be a representation of the community situation in their village .	
<b>Community leaders interviewed?</b>	
<b>Name:</b>	<b>Gender ( M/F):</b>
1.	
2.	
3.	
4.	
1. <b>General information: Overall picture of the community living in this village /commune:</b>	
<b>a) Population data:</b>	
Number of households (HH):	
Total population:	
Number of HHs headed by women:	
<b>2) Wealth groups:</b>	
a) How do you describe the different group of households in this village /community in terms of wealth ('very poor', 'poor', 'middle' and 'better – off')? What criteria would you use to group them as 'very poor', 'poor', 'Middle' or 'better off'? <i>Criteria to group /rank them would be to look at: assets holding (e.g. number and type of livestock ), type of employment, amount of land owned, etc.)</i>	
How many of these groups ('very poor', 'poor', 'middle' & 'better off' are there? (use 100 beans and do proportional piling to get the percentage of each wealth group in the community) <b>THIS IS A VERY IMPORTANT PART OF THE ASSESSMENT – TAKE YOUR TIME TO DO THIS WELL AND GET AN ADEQUATE RESULT.</b>	
b) Request for a meeting with representatives of the different wealth groups, (4-6 members of	

each wealth group). (In this assessment, we will focus on 'Very Poor?' and 'Poor')

**3) Food access and availability:**

- a) Describe how the different wealth groups are getting food in this area (sources of food)
- b) Which period in the year are households most food secure and which period are they least food secure and why?
- c) What are the challenges or risks that people in this village face now compared with the last 3 – 5 years:
- f) What support should be emphasized to improve food security and livelihood situation of households in the different wealth groups?

**4. Coping strategies: Discuss the strategies households are using to cope with food insecurity :**

- a) How do households deal with situations of food insecurity?
- b) What assets are commonly sold in times of food insecurity?
- c) Which groups of people are able to cope better than others? Why?

**5). Relationship:**

- a) Please describe the current organisational structure of your communities and over all decision making processes?
- b) Are there any formal groups or associations that are present in these communities? What do they do? What support do they get and from who?
- c) What role do the leaders play (religious, teachers, elders and government) in the development activities of this community?
- d) What is the social structure and how people help each others in bad, normal and good time (lending, remittances, gift in kind or money, etc.)
- e) How is land for agriculture allocated and managed at household level? What are some of the issues you face on land use in this community?
- f) How are disputes resolved in this community?

6). **Market place:** Discussion on how the market is functioning and whether there is sufficient availability of goods to meet basic needs:

a) Where are the main markets? What goods are available in the market and where do they come from?

b) Have prices changed significantly over the last 1 year? Which items? Quantify the change?

Commune-----Village----- -----	Market...
-----------------------------------	-----------

MARKET PRICE DATA	Description of ITEM	UNIT OF MEASURE	PRICE in June 2014	Price in June 2015
<b>Main food items purchased</b>				
<b>Main types of livestock sold and livestock products sold (milk, ghee);</b>				
<b>Other</b> Include:  - expenditure items (e.g. kerosene, water, soap); - income items (e.g. firewood, charcoal)				

c) What are the main items that people purchase from the market?

**7. Government Assistance:**

Are there government programmes for improving food security and livelihoods in this community? Who are the target beneficiaries?

**8. Agro business activities:**

What agribusiness activities are households engaged in? Which of these activities could be scaled up and why ?

**9. Savings:**

a) Which types of saving and credit schemes exist in the community? (individual/collective)

**10) Water and sanitation**

a) Where do you normally get your drinking water & how do you store your water in the home?

b) How much time does it take you to go and fetch water?

c) Do you think the quality of water you consume is healthy or not? Please elaborate / give reasons for the answer

d) How many households have latrines in this area? (Use proportional piling if exact numbers are not known)

e) Do you have communal latrines? How many households per communal latrine? How are the communal latrines managed?

f) Hand washing practices: When do people wash hands and what materials do they use? (Soap/Ash/other)

h) How many water sources are in this community? How many of them are functional

**11). Nutrition:**

1. What types of vegetables and fruits are commonly consumed?  
Do people eat fruits and/or vegetable daily? Weekly?

2. Do women breastfeed? For how long? Do they give their children anything else than breastmilk (e.g. water)? Starting which month?

3. For how long if breastfeeding continued after introduction of other foods?

4. What constitutes a typical diet for households like yours? Type of foods and proportions
5. Have you received any nutrition education (on good nutrition behaviours) in the last one year?
6.

## Wealth Group Interview Form

District:	Commune:	Fokontany:
Wealth group	Reference period: June 2014 – May 2015	Type of year
Interviewers	Date	Number of participants in interview Men _____ Women _____

### Procedures

1. **Introduce** team and explain objectives of the focus group interview.
2. Check that the focus group is made up of people from the **wealth group** you requested – ask them individually to briefly describe their land, livestock, and/or sources of income.
3. Explain **reference period** and ensure interviewees refer to this period throughout rest of interview.
4. Gather information about the **typical household** in this wealth group , its size and composition,, and assets.

#### a) Household/Family size and composition

Number of people in HH living/eating at home daily (include extra dependents)		Number of children at school (boys / girls)	
---	--	---	--

#### b) Land holdings profile

Land owned		Land cultivated - total (owned +/- rented / sharecropped land)	
Unit for measuring land		Land cultivated – food crops	
Any irrigated land?		Land cultivated – cash crops	

#### c) Livestock owned

<b>Livestock Type:</b>	<b>1.</b>	<b>2.</b>	<b>3.</b>	<b>4.</b>	<b>5.</b>
No. owned (range)					

**Other comments on the household and asset profile**

Are there any other productive assets (include number of donkeys, horses, mules, poultry, bee hives, trees, ploughs, horse carts and any other assets not included above)?

**5. FOOD FROM LIVESTOCK PRODUCTION (milk, butter, meat, eggs): Obtain quantified information for a typical household in this wealth group .**

<b>Consumption and sale of milk, milk products, &amp; eggs</b>	# of milking animals (a) [reconfirm from pg 1]	Season	Length of lactation (in days) (b)	Average milk production per animal per day (c)	Total production per season = (a) x (b) x (c)
Cow's milk		Wet			
		Dry			

Butter (or ghee) <sup>1</sup>					
Goats milk		All year			
Sheep milk		All year			
Eggs					

**6. SOURCES OF FOOD**

- a). What are your main sources of food (eg. own production, purchase labour exchange, relief etc)
- b). Rank the sources of food in order of importance

**7. FOOD PRODUCTION:** Obtain quantified information for a typical household in this wealth group. ( three to four main food crops)

**Own crop production:**

Crop (food crops, cash crops, vegetables, crop residues)	Unit of measure and weight	Quantity produced	When
1			
2			
3			
4			

**8. Water and sanitation**

- a) Where do you normally get your drinking water & how do you store your water in the home?
- b) How much time does it take you to fetch water?
- c) Do you think the quality of water you consume is good or not? Please elaborate / give reasons for the answer
- d) How many households have latrines in this area? (Use proportional piling if exact numbers are not known)
- e) Do you have communal latrines? How many households per communal latrine? How are the communal latrines managed?
- f) Hand washing practices: When do people wash hands and what materials do they use? (Soap/ash/other)
- h) How many water sources are in this community? How many of them are functional

**9. Nutrition:**

a) What types of vegetables and fruits are commonly consumed? Do people eat fruits and/or vegetable daily? Weekly?

b) Do women breastfeed? For how long? Do they give their children anything else than breastmilk (e.g. water)? Starting which month?

c). For how long if breastfeeding continued after introduction of other foods?

d). What constitutes a typical diet? Type of foods and proportions

e). Have households received any nutrition education (on good nutrition behaviours)

**10. Government Assistance:**

Are there government programmes for improving food security and livelihoods in this community? Who are the target beneficiaries?

**11. Agro business activities:**

What agribusiness activities are households engaged in? Which of these activities could be scaled up and why ?

**12. Savings:**

a) Which types of saving and credit schemes exist in the community? (individual/collective)